

Le Rwanda au cœur du sommet africain

L'Organisation de l'unité africaine se réunit aujourd'hui à Tunis avec le gouvernement rwandais en invité officiel, les rebelles en observateurs. Les voisins zairois et ougandais pourraient servir d'arbitres.

Tunis, envoyé spécial

L'Afrique, le continent le plus démuné, se retrouve au chevet du Rwanda, «pays-frère» meurtri et meurtrier. Trente ans après la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le sommet annuel panafricain s'ouvre, aujourd'hui à Tunis, sous le choc d'un génocide sans précédent. Alors que ses pairs comptaient accueillir dans la joie Nelson Mandela, le premier président noir d'une Afrique du Sud enfin «libérée», ils sont confrontés aux centaines de milliers de cadavres au Rwanda, pays, où, également sur fond de racisme endoctriné, une minorité et une majorité se disputent les armes à la main leur place au sein de la nation, voire leur droit à la vie. L'espoir d'une solution: la tenue, en marge du sommet de l'OUA, d'une réunion entre les protagonistes régionaux, parrains du Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement rebelle, ou de ce qui reste du «gouvernement».

Tout au long de la semaine passée, au niveau de la conférence préparatoire des ministères des Affaires étrangères, l'Afrique a déjà tenté de rapprocher les «frères ennemis». En vain. Le FPR, «tant que se poursuivent les massacres au pays», a formellement exclu toute négociation directe avec un «gouvernement d'assassins».

Ce dernier, en vertu de la «légalité», occupe pourtant le fauteuil officiel du Rwanda: ici comme aux Nations unies, où les héritiers de l'ancien régime siègent même au Conseil de sécurité et devraient, prochainement, en assumer la présidence si la règle de la rotation était appliquée... A Tunis, admis en qualité d'«observateurs», les représentants du FPR ont rôdé dans les couloirs en attendant d'être appelés, «pour consultations», par tel ou tel pays médiateur.

Aux côtés du Kenya, du Burundi et de la Tanzanie, le Zaïre du maréchal Mobutu et l'Ouganda du président Yoweri Museveni jouent un rôle clé. Alors que les laborieuses tractations pour l'instauration d'un cessez-le-feu devaient reprendre aujourd'hui à Kigali, entre l'armée rwandaise et les rebelles du FPR en présence de l'ONU, le Zaïre et l'Ouganda disposent de moyens de pression pour imposer une trêve et l'ouverture de négociations. L'est du Zaïre et, notamment, l'aéroport de Goma, sert en effet de base arrière logistique à la «zone gouvernementale» au Rwanda. Quant à l'Ouganda, d'où les rebelles rwandais ont lancé leur conquête du pays, il apporte depuis plus de trois ans son soutien indéfectible au FPR. Au point où, d'une belle ingénuité, le président Museveni a pu reconnaître récemment, sans provo-

quer ni surprise ni réaction, que «de jeunes Ougandais se battent actuellement dans les rangs du FPR»...

La France, en particulier, mise désormais sur une «solution régionale» pour le Rwanda. Les principaux responsables de sa politique africaine, ainsi que l'ambassadeur évacué de Kigali, Jean-Michel Marlaud, ont fait le déplacement. «Une réelle implication africaine des pays voisins, plus le déploiement rapide d'un contingent renforcé de l'ONU, c'est l'unique solution», a confié l'un d'eux. En service commandé par Paris, le président gabonais, Omar Bongo, est déjà monté au créneau: «Il faut fermement condamner le pays voisin qui a permis et soutenu l'invasion du Rwanda», a-t-il prévenu dans une interview, désignant à l'évidence l'Ouganda. Redevenu le porte-parole des francophones au cœur de l'Afrique, le président zairois, Mobutu, jouera donc sur du velours: longtemps boudé, sinon déstabilisé par les Occidentaux, il est à nouveau un interlocuteur sollicité.

«Je suis plus optimiste que je ne l'étais il y a quinze jours», a déclaré hier, dans une interview accordée à l'Agence France presse, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Sur place, à Tunis, depuis vendredi, il a estimé avoir désormais les moyens d'un déploiement rapide, au Rwanda, de près de 3 000 Casques bleus africains

supplémentaires —sur 5 000 prévus. Ils disposeraient, «dans les meilleurs délais», d'une centaine de véhicules blindés que se sont engagés à livrer les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Leur mission resterait cependant défensive, centrée autour de la protection —dans des «zones de sécurité»— de réfugiés et de l'acheminement de l'aide humanitaire.

«Si l'Afrique démontrait ici sa capacité de réaction, elle infligerait une belle leçon à l'Occident», a opiné hier un délégué africain. Dix semaines après le début du drame rwandais, c'est oublier que le «sursaut de l'Afrique» interviendrait, lui aussi, tardivement. D'ailleurs, dans le projet de l'ordre du jour, établi fin mai, il n'était même pas question du Rwanda...

Stephen SMITH

● Le président par intérim du Rwanda, Théodore Sindikubwabo, a réclamé dimanche un cessez-le-feu, «condition sine qua non», selon lui, pour l'arrêt du conflit et la reprise du processus de paix d'Arusha. Il s'est également déclaré, dans une interview à l'AFP, prêt à quitter le pouvoir si ce processus entrain en vigueur, rappelant que les accords de paix d'Arusha d'août 1993 prévoyaient le partage du pouvoir entre les différents mouvements politiques, y compris le FPR (Front patriotique rwandais, rébellion de l'éthnie minoritaire tutsie).